

Le GAIGI ouvre une voie pour l'Afrique

Tribune · 14e Conférence ministérielle de l'OMC (MC14), Yaoundé · publiée le 30 mars 2026 · LTGS n°0498

Lundi, 30 mars 2026

TRIBUNE

LTGS 0498

GOUVERNANCE MONDIALE DE L'IA

Le GAIGI ouvre une voie pour l'Afrique

Alors que l'intelligence artificielle s'impose comme l'un des moteurs majeurs de l'économie mondiale, la question de sa gouvernance devient un enjeu stratégique pour les États. Normes, certifications, accès aux marchés numériques : derrière la révolution technologique se joue une bataille discrète mais déterminante pour l'avenir du commerce mondial.

Par Francis BIDIMA,
(+237) 695256075

À l'occasion de la 14^e Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Yaoundé, Christophe Ravel, représentant du Geneva AI Governance Institute (GAIGI), a esquissé une perspective qui pourrait représenter une véritable opportunité pour les pays africains : participer dès maintenant à la construction d'une gouvernance internationale de l'intelligence artificielle. Dans un contexte marqué par la fragmentation des régulations entre les États-Unis, l'Europe et l'Asie, l'Afrique dispose encore d'un espace pour faire entendre sa voix et défendre ses intérêts. **« Aujourd'hui, il existe différents modèles réglementaires qui se développent dans le monde. Mais il manque encore une participation forte de l'Afrique dans ces discussions »**, sou-



CHRISTOPHE RAVEL, SG DU GAIGI

ligne Christophe Ravel. Pour le responsable du GAIGI, l'enjeu n'est pas seulement technologique, il est aussi économique et stratégique. Dans l'économie numérique, les normes et les certifications deviennent des passeports indispensables pour accéder aux marchés internationaux. C'est précisément là que l'initiative du GAIGI entend apporter une réponse concrète. L'organisation travaille à la mise en place d'un système de certification capable d'harmoniser les exigences techniques entre dif-

Cette approche pragmatique pourrait constituer un levier important pour les économies africaines, souvent confrontées à des coûts élevés de certification et à un manque d'infrastructures numériques.

Au-delà de la question technique, le GAIGI se positionne également comme un espace de dialogue et de confiance autour des enjeux de l'intelligence artificielle. Installée à Genève, l'organisation entend faciliter les discussions entre États, entreprises et acteurs technologiques afin de construire des standards communs.

Pour les pays africains, cette plateforme représente une occasion de participer activement à la définition des règles du jeu.

Car dans la nouvelle économie numérique, la souveraineté ne se limite plus à la possession des infrastructures technologiques. Elle repose aussi sur la capacité à maîtriser ses données, à développer ses compétences locales et à contribuer à l'élaboration des normes internationales.

Dans cette perspective, l'Afrique pourrait transformer un risque en opportunité : celle d'entrer dans l'ère de l'intelligence artificielle non pas en simple consommatrice de technologies importées, mais comme un acteur engagé dans la construction de leur gouvernance.

Et pour Christophe Ravel, le message est clair : la meilleure façon d'éviter de subir les règles de demain reste encore de participer dès aujourd'hui à leur écriture.

Dans cette dynamique, des initiatives comme le GAIGI pourraient offrir aux États africains un outil stratégique pour renforcer leur présence dans l'économie numérique mondiale et bâtir, pas à pas, les fondations d'une véritable souveraineté technologique.

férents espaces économiques. Selon Christophe Ravel, l'objectif est de permettre aux États et aux entreprises de s'adapter plus facilement aux standards internationaux tout en réduisant les coûts liés à la multiplicité des réglementations.

« Dans près de 80 % des cas, les exigences techniques sont similaires. Le rôle du GAIGI est d'accompagner les États et les entreprises pour adapter les 20 % restants et leur permettre d'opérer sur différents marchés », explique-t-il.